

13 2 55
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
Organización de la Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura
Организация Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры

Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
World Intellectual Property Organization
Organización Mundial de la Propiedad Intelectual
Всемирная организация интеллектуальной собственности

CONVENTION
CONCERNANT LA DISTRIBUTION DE
SIGNAUX PORTEURS DE PROGRAMMES
TRANSMIS PAR SATELLITE

CONVENTION
RELATING TO THE DISTRIBUTION
OF PROGRAMME-CARRYING SIGNALS
TRANSMITTED BY SATELLITE

CONVENIO
SOBRE LA DISTRIBUCION
DE SEÑALES PORTADORAS DE PROGRAMAS
TRANSMITIDAS POR SATELITE

КОНВЕНЦИЯ
О РАСПРОСТРАНЕНИИ
НЕСУЩИХ ПРОГРАММЫ СИГНАЛОВ,
ПЕРЕДАВАЕМЫХ ЧЕРЕЗ СПУТНИКИ



CONVENTION
CONCERNANT LA DISTRIBUTION DE
SIGNAUX PORTEURS DE PROGRAMMES
TRANSMIS PAR SATELLITE

Les Etats contractants,

Constatant que l'utilisation de satellites pour la distribution de signaux porteurs de programmes croît rapidement tant en importance qu'en ce qui concerne l'étendue des zones géographiques desservies;

Préoccupés par le fait qu'il n'existe pas à l'échelle mondiale de système permettant de faire obstacle à la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite par des distributeurs auxquels ils ne sont pas destinés et que l'absence d'un tel système risque d'entraver l'utilisation des communications par satellites;

Reconnaissant à cet égard l'importance des intérêts des auteurs, des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion;

Convaincus qu'un système international doit être établi, comportant des mesures propres à faire obstacle à la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite par des distributeurs auxquels ils ne sont pas destinés;

Conscients de la nécessité de ne porter atteinte en aucune façon aux conventions internationales déjà en vigueur, y compris la Convention internationale des télécommunications et le Règlement des radiocommunications annexé à cette Convention, et en particulier de n'entraver en rien une plus large acceptation de la Convention de Rome du 26 octobre 1961 qui accorde une protection aux artistes interprètes ou exécutants, aux producteurs de phonogrammes et aux organismes de radiodiffusion,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Aux fins de la présente Convention, on entend par :

- i) "signal", tout vecteur produit électroniquement et apte à transmettre des programmes;
- ii) "programme", tout ensemble d'images, de sons ou d'images et de sons, qui est enregistré ou non et qui est incorporé dans des signaux destinés à être distribués;
- iii) "satellite", tout dispositif situé dans l'espace extra-terrestre et apte à transmettre des signaux;
- iv) "signal émis", tout signal porteur de programmes qui se dirige vers un satellite ou qui passe par un satellite;
- v) "signal dérivé", tout signal obtenu par la modification des caractéristiques techniques du signal émis, qu'il y ait eu ou non une ou plusieurs fixations intermédiaires;
- vi) "organisme d'origine", la personne physique ou morale qui décide de quel programme les signaux émis seront porteurs;
- vii) "distributeur", la personne physique ou morale qui décide de la transmission des signaux dérivés au public en général ou à toute partie de celui-ci;
- viii) "distribution", toute opération par laquelle un distributeur transmet des signaux dérivés au public en général ou à toute partie de celui-ci.

Article 2

1) Tout Etat contractant s'engage à prendre des mesures adéquates pour faire obstacle à la distribution sur son territoire, ou à partir de son territoire, de signaux porteurs de programmes par tout distributeur auquel les signaux émis vers le satellite ou passant par le satellite ne sont pas destinés. Cet engagement s'étend au cas où l'organisme d'origine est ressortissant d'un autre Etat contractant et où les signaux distribués sont des signaux dérivés.

2) Dans tout Etat contractant où l'application des mesures visées à l'alinéa 1) ci-dessus est limitée dans le temps, la durée de celle-ci est fixée par la législation nationale. Cette durée sera notifiée par écrit au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'adhésion, ou si la législation nationale y relative entre en vigueur ou est modifiée ultérieurement, dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de cette législation ou de celle de sa modification.

3) L'engagement prévu à l'alinéa 1) ci-dessus ne s'étend pas à la distribution de signaux dérivés provenant de signaux déjà distribués par un distributeur auquel les signaux émis étaient destinés.

Article 3

La présente Convention n'est pas applicable lorsque les signaux émis par l'organisme d'origine, ou pour son compte, sont destinés à la réception directe par le public en général à partir du satellite.

Article 4

Aucun Etat contractant n'est tenu d'appliquer les mesures visées à l'article 2, alinéa 1), lorsque les signaux distribués sur son territoire, par un distributeur auquel les signaux émis ne sont pas destinés,

i) portent de courts extraits du programme porté par les signaux émis et contenant des comptes rendus d'événements d'actualité, mais seulement dans la mesure justifiée par le but d'information de ces extraits; ou bien

ii) portent, à titre de citations, de courts extraits du programme porté par les signaux émis, sous réserve que de telles citations soient conformes aux bons usages et soient justifiées par leur but d'information; ou bien

iii) portent, dans le cas où le territoire est celui d'un Etat contractant considéré comme un pays en voie de développement conformément à la pratique établie de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, un programme porté par les signaux émis, sous réserve que la distribution soit faite uniquement à des fins d'enseignement, y compris celui des adultes, ou de recherche scientifique.

Article 5

Aucun Etat contractant ne sera tenu d'appliquer la présente Convention en ce qui concerne les signaux émis avant l'entrée en vigueur de ladite Convention à l'égard de l'Etat considéré.

Article 6

La présente Convention ne saurait en aucune façon être interprétée comme limitant ou portant atteinte à la protection accordée aux auteurs, aux artistes interprètes ou exécutants, aux producteurs de phonogrammes ou aux organismes de radiodiffusion, en vertu des législations nationales ou des conventions internationales.

Article 7

La présente Convention ne saurait en aucune façon être interprétée comme limitant la compétence de tout Etat contractant d'appliquer sa législation nationale pour empêcher tout abus de monopole.

Article 8

1) A l'exception des dispositions des alinéas 2) et 3), aucune réserve n'est admise à la présente Convention.

2) Tout Etat contractant, dont la législation nationale en vigueur à la date du 21 mai 1974 le prévoit, peut, par une notification écrite déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, déclarer que pour son application la condition prévue dans l'article 2, alinéa 1), ("au cas où l'organisme d'origine est ressortissant d'un autre Etat contractant") sera considérée comme remplacée par la condition suivante : "au cas où les signaux émis le sont à partir du territoire d'un autre Etat contractant".

3)a) Tout Etat contractant qui, à la date du 21 mai 1974, limite ou exclut la protection à l'égard de la distribution des signaux porteurs de programmes au moyen de fils, câbles ou autres voies analogues de communication, distribution qui est limitée à un public d'abonnés, peut, par une notification écrite déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, déclarer que, dans la mesure où et tant que sa législation nationale limite ou exclut la protection, il n'appliquera pas la présente Convention aux distributions faites de cette manière.

b) Tout Etat, qui a déposé une notification en application du sous-alinéa a), notifiera par écrit au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dans les six mois de leur entrée en vigueur, toutes modifications introduites dans sa législation nationale et en vertu desquelles la réserve faite aux termes de ce sous-alinéa devient inapplicable ou bien est limitée dans sa portée.

Article 9

1) La présente Convention sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Elle restera ouverte jusqu'à la date du 31 mars 1975 à la signature de tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies, de l'une des institutions spécialisées reliées à l'Organisation des Nations Unies ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou partie au Statut de la Cour internationale de Justice.

2) La présente Convention sera soumise à la ratification ou à l'acceptation des Etats signataires. Elle sera ouverte à l'adhésion des Etats visés à l'alinéa 1).

3) Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

4) Il est entendu qu'au moment où un Etat devient lié par la présente Convention, il doit être en mesure, conformément à sa législation nationale, de donner effet aux dispositions de la Convention.

Article 10

1) La présente Convention entrera en vigueur trois mois après le dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

2) A l'égard de chaque Etat ratifiant ou acceptant la présente Convention ou y adhérant après le dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur trois mois après le dépôt de son instrument.

Article 11

1) Tout Etat contractant aura la faculté de dénoncer la présente Convention par une notification écrite déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2) La dénonciation prendra effet douze mois après la date de la réception de la notification visée à l'alinéa 1).

Article 12

1) La présente Convention est signée en un seul exemplaire en langues anglaise, espagnole, française et russe, les quatre textes faisant également foi.

2) Des textes officiels sont établis par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et par le Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, après consultation des Gouvernements intéressés, dans les langues allemande, arabe, italienne, néerlandaise et portugaise.

3) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifie aux Etats visés à l'article 9, alinéa 1), ainsi qu'au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, au Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, au Directeur général du Bureau international du travail et au Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications :

- i) les signatures de la présente Convention;
- ii) le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;
- iii) la date d'entrée en vigueur de la présente Convention aux termes de l'article 10, alinéa 1);
- iv) le dépôt de toute notification visée à l'article 2, alinéa 2), ou à l'article 8, alinéas 2) ou 3), ainsi que le texte l'accompagnant;
- v) la réception des notifications de dénonciation.

4) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmet deux exemplaires certifiés conformes de la présente Convention à tous les Etats visés à l'article 9, alinéa 1).

EN FOI DE QUOI, les soussignés dûment autorisés à cet effet ont signé la présente Convention.

FAIT à Bruxelles ce vingt-et-un mai 1974.

CONVENTION
RELATING TO THE DISTRIBUTION
OF PROGRAMME-CARRYING SIGNALS
TRANSMITTED BY SATELLITE

The Contracting States,

Aware that the use of satellites for the distribution of programme-carrying signals is rapidly growing both in volume and geographical coverage;

Concerned that there is no world-wide system to prevent distributors from distributing programme-carrying signals transmitted by satellite which were not intended for those distributors, and that this lack is likely to hamper the use of satellite communications;

Recognizing, in this respect, the importance of the interests of authors, performers, producers of phonograms and broadcasting organizations;

Convinced that an international system should be established under which measures would be provided to prevent distributors from distributing programme-carrying signals transmitted by satellite which were not intended for those distributors;

Conscious of the need not to impair in any way international agreements already in force, including the International Telecommunication Convention and the Radio Regulations annexed to that Convention, and in particular in no way to prejudice wider acceptance of the Rome Convention of October 26, 1961, which affords protection to performers, producers of phonograms and broadcasting organizations,

Have agreed as follows:

Article 1

For the purposes of this Convention:

(i) "signal" is an electronically-generated carrier capable of transmitting programmes;

(ii) "programme" is a body of live or recorded material consisting of images, sounds or both, embodied in signals emitted for the purpose of ultimate distribution;

(iii) "satellite" is any device in extraterrestrial space capable of transmitting signals;

(iv) "emitted signal" or "signal emitted" is any programme-carrying signal that goes to or passes through a satellite;

(v) "derived signal" is a signal obtained by modifying the technical characteristics of the emitted signal, whether or not there have been one or more intervening fixations;

(vi) "originating organization" is the person or legal entity that decides what programme the emitted signals will carry;

(vii) "distributor" is the person or legal entity that decides that the transmission of the derived signals to the general public or any section thereof should take place;

(viii) "distribution" is the operation by which a distributor transmits derived signals to the general public or any section thereof.

Article 2

(1) Each Contracting State undertakes to take adequate measures to prevent the distribution on or from its territory of any programme-carrying signal by any distributor for whom the signal emitted to or passing through the satellite is not intended. This obligation shall apply where the originating organization is a national of another Contracting State and where the signal distributed is a derived signal.

(2) In any Contracting State in which the application of the measures referred to in paragraph (1) is limited in time, the duration thereof shall be fixed by its domestic law. The Secretary-General of the United Nations shall be notified in writing of such duration at the time of ratification, acceptance or accession, or if the domestic law comes into force or is changed thereafter, within six months of the coming into force of that law or of its modification.

(3) The obligation provided for in paragraph (1) shall not apply to the distribution of derived signals taken from signals which have already been distributed by a distributor for whom the emitted signals were intended.

Article 3

This Convention shall not apply where the signals emitted by or on behalf of the originating organization are intended for direct reception from the satellite by the general public.

Article 4

No Contracting State shall be required to apply the measures referred to in Article 2(1) where the signal distributed on its territory by a distributor for whom the emitted signal is not intended

(i) carries short excerpts of the programme carried by the emitted signal, consisting of reports of current events, but only to the extent justified by the informatory purpose of such excerpts, or

(ii) carries, as quotations, short excerpts of the programme carried by the emitted signal, provided that such quotations are compatible with fair practice and are justified by the informatory purpose of such quotations, or

(iii) carries, where the said territory is that of a Contracting State regarded as a developing country in conformity with the established practice of the General Assembly of the United Nations, a programme carried by the emitted signal, provided that the distribution is solely for the purpose of teaching, including teaching in the framework of adult education, or scientific research.

Article 5

No Contracting State shall be required to apply this Convention with respect to any signal emitted before this Convention entered into force for that State.

Article 6

This Convention shall in no way be interpreted to limit or prejudice the protection secured to authors, performers, producers of phonograms, or broadcasting organizations, under any domestic law or international agreement.

Article 7

This Convention shall in no way be interpreted as limiting the right of any Contracting State to apply its domestic law in order to prevent abuses of monopoly.

Article 8

(1) Subject to paragraphs (2) and (3), no reservation to this Convention shall be permitted.

(2) Any Contracting State whose domestic law, on May 21, 1974, so provides may, by a written notification deposited with the Secretary-General of the United Nations, declare that, for its purposes, the words "where the originating organization is a national of another Contracting State" appearing in Article 2(1) shall be considered as if they were replaced by the words "where the signal is emitted from the territory of another Contracting State."

(3) (a) Any Contracting State which, on May 21, 1974, limits or denies protection with respect to the distribution of programme-carrying signals by means of wires, cable or other similar communications channels to subscribing members of the public may, by a written notification deposited with the Secretary-General of the United Nations, declare that, to the extent that and as long as its domestic law limits or denies protection, it will not apply this Convention to such distributions.

(b) Any State that has deposited a notification in accordance with subparagraph (a) shall notify the Secretary-General of the United Nations in writing, within six months of their coming into force, of any changes in its domestic law whereby the reservation under that subparagraph becomes inapplicable or more limited in scope.

Article 9

(1) This Convention shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations. It shall be open until March 31, 1975, for signature by any State that is a member of the United Nations, any of the Specialized Agencies brought into relationship with the United Nations, or the International Atomic Energy Agency, or is a party to the Statute of the International Court of Justice.

(2) This Convention shall be subject to ratification or acceptance by the signatory States. It shall be open for accession by any State referred to in paragraph (1).

(3) Instruments of ratification, acceptance or accession shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

(4) It is understood that, at the time a State becomes bound by this Convention, it will be in a position in accordance with its domestic law to give effect to the provisions of the Convention.

Article 10

(1) This Convention shall enter into force three months after the deposit of the fifth instrument of ratification, acceptance or accession.

(2) For each State ratifying, accepting or acceding to this Convention after the deposit of the fifth instrument of ratification, acceptance or accession, this Convention shall enter into force three months after the deposit of its instrument.

Article 11

(1) Any Contracting State may denounce this Convention by written notification deposited with the Secretary-General of the United Nations.

(2) Denunciation shall take effect twelve months after the date on which the notification referred to in paragraph (1) is received.

Article 12

(1) This Convention shall be signed in a single copy in English, French, Russian and Spanish, the four texts being equally authentic.

(2) Official texts shall be established by the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and the Director General of the World Intellectual Property Organization, after consultation with the interested Governments, in the Arabic, Dutch, German, Italian and Portuguese languages.

(3) The Secretary-General of the United Nations shall notify the States referred to in Article 9(1), as well as the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, the Director General of the World Intellectual Property Organization, the Director-General of the International Labour Office and the Secretary-General of the International Telecommunication Union, of

- (i) signatures to this Convention;
- (ii) the deposit of instruments of ratification, acceptance or accession;
- (iii) the date of entry into force of this Convention under Article 10(1);
- (iv) the deposit of any notification relating to Article 2(2) or Article 8(2) or (3), together with its text;
- (v) the receipt of notifications of denunciation.

(4) The Secretary-General of the United Nations shall transmit two certified copies of this Convention to all States referred to in Article 9(1).

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized,
have signed this Convention.

DONE at Brussels, this twenty-first day of May, 1974.

CONVENIO
SOBRE LA DISTRIBUCION
DE SEÑALES PORTADORAS DE PROGRAMAS
TRANSMITIDAS POR SATELITE

Los Estados Contratantes,

Conscientes de que la utilización de satélites para la distribución de señales portadoras de programas aumenta rápidamente, tanto en volumen como en extensión geográfica;

Preocupados por la falta de una reglamentación de alcance mundial que permita impedir la distribución de señales portadoras de programas y transmitidas mediante satélite, por distribuidores a quienes esas señales no estaban destinadas; así como por la posibilidad de que esta laguna dificulte la utilización de las comunicaciones mediante satélite;

Reconociendo la importancia que tienen en esta materia los intereses de los autores, los artistas intérpretes o ejecutantes, los productores de fonogramas y los organismos de radiodifusión;

Persuadidos de que se ha de establecer una reglamentación de carácter internacional que impida la distribución de señales portadoras de programas y transmitidas mediante satélite, por distribuidores a quienes esas señales no estén destinadas;

Conscientes de la necesidad de no debilitar, en modo alguno, los acuerdos internacionales vigentes, incluidos el Convenio Internacional de Telecomunicaciones y el Reglamento de Radiocomunicaciones anexo a dicho Convenio, y, sobre todo, de no impedir en absoluto una adhesión más copiosa a la Convención de Roma del 26 de octubre de 1961 que protege a los artistas intérpretes o ejecutantes, a los productores de fonogramas y a los organismos de radiodifusión,

Han acordado lo siguiente:

Artículo 1

A efectos del presente Convenio, se entenderá por:

- i) "señal", todo vector producido electrónicamente y apto para transportar programas;
- ii) "programa", todo conjunto de imágenes, de sonidos, o de imágenes y sonidos, registrados o no, e incorporado a señales destinadas finalmente a la distribución;
- iii) "satélite", todo dispositivo situado en el espacio extraterrestre y apto para transmitir señales;
- iv) "señal emitida", toda señal portadora de un programa, que se dirige hacia un satélite o pasa a través de él;
- v) "señal derivada", toda señal obtenida por la modificación de las características técnicas de la señal emitida, haya habido o no una fijación intermedia o más;
- vi) "organismo de origen", la persona física o jurídica que decide qué programas portarán las señales emitidas;
- vii) "distribuidor", la persona física o jurídica que decide que se efectúe la transmisión de señales derivadas al público en general o a cualquier parte de él;
- viii) "distribución", toda operación con la que un distribuidor transmite señales derivadas al público en general o a cualquier parte de él.

Artículo 2

1) Cada uno de los Estados Contratantes se obliga a tomar todas las medidas adecuadas y necesarias para impedir que, en o desde su territorio, se distribuya cualquier señal portadora de un programa, por un distribuidor a quien no esté destinada la señal, si ésta ha sido dirigida hacia un satélite o ha pasado a través de un satélite. La obligación de tomar esas medidas existirá cuando el organismo de origen posea la nacionalidad de otro Estado Contratante y cuando la señal distribuida sea una señal derivada.

2) En todo Estado Contratante, en que la aplicación de las medidas a que se refiere el párrafo anterior esté limitada en el tiempo, la duración de aquélla será fijada por sus leyes nacionales. Dicha duración será comunicada por escrito al Secretario General de las Naciones Unidas en el momento de la ratificación, de la aceptación o de la adhesión, o, si la ley nacional que la establece entrara en vigor o fuera modificada ulteriormente, dentro de un plazo de seis meses contados a partir de la entrada en vigor de dicha ley o de su modificación.

3) La obligación prevista en el párrafo 1) del presente artículo no será aplicable a la distribución de señales derivadas procedentes de señales ya distribuidas por un distribuidor al que las señales emitidas estaban destinadas.

Artículo 3

El presente Convenio no será aplicable cuando las señales emitidas por o en nombre del organismo de origen, estén destinadas a la recepción directa desde el satélite por parte del público en general.

Artículo 4

No se exigirá a ningún Estado Contratante que aplique las medidas a que se refiere el párrafo 1 del Artículo 2, cuando la señal distribuida en su territorio por un distribuidor a quien no esté destinada la señal emitida

i) sea portadora de breves fragmentos del programa incorporado a la señal emitida que contengan informaciones sobre hechos de actualidad, pero sólo en la medida que justifique el propósito informativo que se trate de llenar; o bien

ii) sea portadora de breves fragmentos, en forma de citas, del programa incorporado a la señal emitida, a condición de que esas citas se ajusten a la práctica generalmente admitida y estén justificadas por su propósito informativo; o bien

iii) sea portadora de un programa incorporado a la señal emitida, siempre que el territorio de que se trate sea el de un Estado Contratante que tenga la consideración de país en desarrollo según la práctica establecida por la Asamblea General de las Naciones Unidas, y a condición de que la distribución se efectúe sólo con propósitos de enseñanza, incluida la de adultos, o de investigación científica.

Artículo 5

No se exigirá a ningún Estado Contratante que aplique el presente Convenio respecto de una señal emitida antes de que éste haya entrado en vigor para el Estado de que se trate.

Artículo 6

En ningún caso se interpretará el presente Convenio, de modo que limite o menoscabe la protección prestada a los autores, a los artistas intérpretes o ejecutantes, a los productores de fonogramas o a los organismos de radiodifusión, por una legislación nacional o por un convenio internacional.

Artículo 7

En ningún caso se interpretará el presente Convenio, de modo que limite el derecho de un Estado Contratante de aplicar su legislación nacional para impedir el abuso de los monopolios.

Artículo 8

1) Sin perjuicio de lo dispuesto en los párrafos 2) y 3) del presente artículo, no se admitirá reserva alguna al presente Convenio.

2) Todo Estado Contratante, cuya legislación vigente en la fecha 21 de mayo de 1974 vaya en ese sentido, podrá declarar, mediante comunicación por escrito depositada en poder del Secretario General de las Naciones Unidas, que, para él, las palabras "cuando el organismo de origen posea la nacionalidad de otro Estado Contratante", que figuran en el párrafo 1) del Artículo 2, se han de considerar sustituidas por las palabras siguientes: "cuando la señal emitida lo haya sido desde el territorio de otro Estado Contratante".

3)a) Todo Estado Contratante que, en la fecha 21 de mayo de 1974, limite o deniegue la protección relativa a la distribución de señales portadoras de programas mediante hilos, cables u otros medios análogos de comunicación, cuando esa distribución esté limitada a un público de abonados, podrá declarar, mediante comunicación por escrito depositada en poder del Secretario General de las Naciones Unidas, que, en la medida y en el tiempo en que su derecho interno limite o deniegue esa protección, no aplicará el presente Convenio a la distribución efectuada en esa forma.

b) Todo Estado que haya depositado una comunicación de conformidad con el apartado anterior, comunicará por escrito al Secretario General de las Naciones Unidas, dentro de los seis meses siguientes a su entrada en vigor, todas las modificaciones introducidas en su derecho interno, a causa de las cuales la reserva formulada de conformidad con dicho apartado resulte inaplicable, o quede más limitada en su alcance.

Artículo 9

1) El presente Convenio será depositado en poder del Secretario General de las Naciones Unidas. Quedará abierto hasta el 31 de marzo de 1975 a la firma de todo Estado miembro de las Naciones Unidas, de alguno de los organismos especializados que forman parte de las Naciones Unidas o del Organismo Internacional de Energía Atómica, o parte en el Estatuto de la Corte Internacional de Justicia.

2) El presente Convenio será sometido a la ratificación o a la aceptación de los Estados signatarios. Estará abierto a la adhesión de los Estados a que se refiere el párrafo anterior.

3) Los instrumentos de ratificación, de aceptación o de adhesión serán depositados en poder del Secretario General de las Naciones Unidas.

4) Queda entendido que, desde el momento en que un Estado se obligue por el presente Convenio, estará en condiciones de aplicar lo preceptuado en él de conformidad con su derecho interno.

Artículo 10

1) El presente Convenio entrará en vigor tres meses después de depositado el quinto instrumento de ratificación, de aceptación o de adhesión.

2) Respecto de los Estados que ratifiquen o acepten el presente Convenio, o se adhieran a él, después de depositado el quinto instrumento de ratificación, de aceptación o de adhesión, el presente Convenio entrará en vigor tres meses después del depósito del instrumento respectivo.

Artículo 11

1) Todo Estado Contratante tendrá la facultad de denunciar el presente Convenio mediante comunicación por escrito depositada en poder del Secretario General de las Naciones Unidas.

2) La denuncia surtirá efecto doce meses después de la fecha en que la comunicación a que se refiere el párrafo anterior haya sido recibida.

Artículo 12

1) El presente Convenio se firma en un solo ejemplar, en los idiomas español, francés, inglés y ruso, siendo igualmente auténticos los cuatro textos.

2) El Director General de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura y el Director General de la Organización Mundial de la Propiedad Intelectual, después de haber consultado a los Gobiernos interesados, redactarán textos oficiales en lengua alemana, árabe, italiana, neerlandesa y portuguesa.

3) El Secretario General de las Naciones Unidas notificará a los Estados a que se refiere el párrafo 1) del Artículo 9, así como al Director General de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura, al Director General de la Organización Mundial de la Propiedad Intelectual, al Director General de la Oficina Internacional del Trabajo y al Secretario General de la Unión Internacional de Telecomunicaciones:

- i) las firmas del presente Convenio;
- ii) el depósito de los instrumentos de ratificación, de aceptación o de adhesión;
- iii) la fecha de entrada en vigor del presente Convenio, de conformidad con el párrafo 1) del Artículo 10;
- iv) el depósito de toda comunicación a que se refiere el Artículo 2, párrafo 2) o el Artículo 8, párrafo 2) ó 3), junto con el texto de las declaraciones que la acompañen;
- v) la recepción de las comunicaciones de denuncia.

4) El Secretario General de las Naciones Unidas transmitirá dos ejemplares autenticados del presente Convenio a todos los Estados a que se refiere el párrafo 1) del Artículo 9.

EN FE DE LO CUAL, los infrascritos, debidamente autorizados para ello, firman el presente Convenio.

HECHO en Bruselas el veinte y uno de mayo de 1974.

КОНВЕНЦИЯ
О РАСПРОСТРАНЕНИИ
НЕСУЩИХ ПРОГРАММЫ СИГНАЛОВ,
ПЕРЕДАВАЕМЫХ ЧЕРЕЗ СПУТНИКИ

Договаривающиеся Государства,

Сознавая, что использование спутников для распространения несущих программы сигналов быстро развивается как по своим масштабам, так и по географическому охвату;

Озабоченные отсутствием всемирной системы предотвращения распространения распространяющими органами несущих программы сигналов, передаваемых через спутники, которые не предназначались для этих распространяющих органов, и что это отсутствие, видимо, будет препятствовать использованию связи с помощью спутников;

Признавая в этой связи важность интересов авторов, артистов-исполнителей, производителей фонограмм и организаций вещания;

Убежденные в том, что должна быть создана международная система, в соответствии с которой будут обеспечены меры предотвращения распространения распространяющими органами несущих программы сигналов, передаваемых через спутники, которые не предназначались для этих распространяющих органов;

Сознавая необходимость в том, чтобы никоим образом не нанести ущерба тем международным соглашениям, которые уже вступили в силу, включая Международную конвенцию электросвязи и прилагаемые к этой Конвенции Регламенты радиосвязи и, в частности, никоим образом не помешать более широкому принятию Римской конвенции от 26 октября 1961 года, которая предусматривает защиту артистов-исполнителей, производителей фонограмм и организаций вещания;

Договорились о нижеследующем:

Статья I

Для целей настоящей Конвенции:

(i) "сигнал" - создаваемая с помощью электронных средств несущая частота, способная передавать программы;

(ii) "программа" - совокупность материалов, получаемых непосредственно или в записи, состоящих из изображений, звуков или изображений и звуков, передаваемая посредством сигналов с целью последующего распространения;

(iii) "спутник" - любое устройство, находящееся во внеземном пространстве, способное передавать сигналы;

(iv) "излучаемый сигнал", или "сигнал, излучаемый" является любым несущим программы сигналом, который идет на спутник или через него;

(v) "вторичный сигнал" - сигнал, получаемый путем преобразования технических характеристик излучаемого сигнала с промежуточными записями или без них;

(vi) "орган-источник" - физическое или юридическое лицо, определяющее, какие программы будут нести излучаемые сигналы;

(vii) "распространяющий орган" - физическое или юридическое лицо, решающее, должна ли иметь место передача вторичных сигналов широкой публике или любой ее части;

(viii) "распространение" - действие, посредством которого распространяющий орган передает вторичные сигналы широкой публике или любой ее части.

Статья 2

(1) Каждое Договаривающееся Государство берет на себя обязательство принимать соответствующие меры по предотвращению распространения на своей или со своей территории любого несущего программы сигнала любым распространяющим органом, для которого сигнал, переданный на спутник или проходящий через него, не предназначается. Это обязательство применяется в том случае, когда орган-источник подпадает под юрисдикцию другого Договаривающегося Государства и когда распространяемый сигнал является вторичным сигналом.

(2) В любом Договаривающемся Государстве, в котором применение мер, упомянутых в пункте I этой статьи, ограничено во времени, продолжительность такого периода устанавливается законодательством этого государства. Генеральный Секретарь Организации Объединенных Наций должен быть письменно извещен относительно продолжительности этого периода в момент ратификации, принятия или присоединения, или же, в случае последующего вступления в силу национального закона или его изменения, в течение шести месяцев после вступления в силу такого закона или его изменения.

(3) Обязательства, предусмотренные в Статье 2, пункт (I), не применяются к распространению вторичных сигналов, полученных от сигналов, которые уже были распространены распространяющим органом, для которого эти сигналы предназначались.

Статья 3

Настоящая Конвенция не применяется, когда передаваемые сигналы идут от органа-источника или по его поручению и излучаются через спутники для непосредственного приема широкой публикой.

Статья 4

Ни одно Договаривающееся Государство не обязано принимать меры, предусмотренные в Статье 2(I), если сигнал, распространяемый на его территории распространяющим органом, для которого сигнал не предназначался:

i) несет короткие выдержки из передаваемой с помощью сигналов программы, содержащие сообщения о текущих событиях, но только в том объеме, который оправдан информационными целями таких выдержек, или

ii) несет в качестве цитат короткие выдержки из передаваемой сигналами программы при условии, что такие цитаты соответствуют честной практике и оправданы информационными целями таких цитат, или

iii) несет передаваемую сигналами программу, учитывая, что распространение ведется исключительно в целях просвещения, в том числе для образования взрослых, или в целях научных исследований там, где упомянутая территория является Договаривающимся Государством, рассматриваемым в качестве развивающейся страны в соответствии с установившейся практикой Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций.

Статья 5

Ни одно Договаривающееся Государство не обязано применять настоящую Конвенцию в отношении любого сигнала, переданного до того, как эта Конвенция вступит в силу в отношении этого государства.

Статья 6

Настоящая Конвенция ни в коем случае не может толковаться как ограничивающая или наносящая ущерб защите, предоставляемой авторам, артистам-исполнителям, производителям фонограмм или органам вещания в силу национального законодательства или международных соглашений.

Статья 7

Настоящая Конвенция ни в коем случае не может толковаться как ограничивающая право любого Договаривающегося Государства применять его национальное законодательство для предотвращения злоупотреблений со стороны монополий.

Статья 8

(1) За исключением положений пунктов(2) и (3) этой Статьи, никакие оговорки к настоящей Конвенции не допускаются.

(2) Любое Договаривающееся Государство может на основании своего национального законодательства на 21 мая 1974 года посредством письменной нотификации, депонированной у Генерального Секретаря Организации Объединенных Наций, заявить, что для ее целей слова "когда орган-источник подпадает под юрисдикцию другого Договаривающегося Государства" в Статье 2(1) следует рассматривать как ситуацию, "когда передаваемый сигнал передается с территории другого Договаривающегося Государства".

(3) (а) Любое Договаривающееся Государство, которое на 21 мая 1974 года ограничивает или отрицает охрану в отношении распространения несущих программы сигналов посредством проводов, кабелей и других подобных каналов связи среди широкой публики, может посредством письменной нотификации, депонированной у Генерального Секретаря Организации Объединенных Наций, заявить, что в том объеме и в той продолжительности, в какой национальное законодательство ограничивает и отрицает охранные меры, оно не будет применять настоящую Конвенцию для такого распространения;

(б) Любое Договаривающееся Государство, которое депонировало нотификацию в соответствии с подпунктом (а), должно письменно известить Генерального Секретаря Организации Объединенных Наций о любых изменениях в национальном законодательстве, в течение шести месяцев после вступления их в силу, в результате которых положение, содержащееся в данном подпункте, становится либо неприменимым, либо более ограниченным по своему объему.

Статья 9

(1) Настоящая Конвенция депонируется у Генерального Секретаря Организации Объединенных Наций. Она остается открытой для подписания до 31 марта 1975 года любым государством, являющимся членом Организации Объединенных Наций, одной из ее специализированных организаций, Международного агентства по атомной энергии или участником Статута Международного суда.

(2) Настоящая Конвенция подлежит ратификации или принятию подписавшими государствами. Она будет открыта для присоединения государств, упомянутых в пункте(1) настоящей Статьи.

(3) Ратификационные грамоты, акты о принятии или о присоединении будут депонированы у Генерального Секретаря Организации Объединенных Наций.

(4) При этом имеется в виду, что в тот момент, когда государство становится связанным настоящей Конвенцией, оно должно быть в состоянии, в соответствии со своим национальным законодательством, претворять в жизнь положения настоящей Конвенции.

Статья 10

(1) Настоящая Конвенция вступит в силу спустя три месяца после депонирования пятой ратификационной грамоты, акта о принятии или о присоединении.

(2) Настоящая Конвенция вступит в силу для каждого государства, которое ратифицирует или примет настоящую Конвенцию или присоединится к ней после депонирования пятой ратификационной грамоты, акта о принятии или о присоединении, спустя три месяца после депонирования его грамоты или акта.

Статья 11

(1) Каждое Договаривающееся Государство может денонсировать настоящую Конвенцию путем письменной нотификации на имя Генерального Секретаря Организации Объединенных Наций.

(2) Денонсация вступает в силу спустя двенадцать месяцев после получения нотификации, упоминаемой в пункте (1) настоящей Статьи.

Статья 12

(1) Настоящая Конвенция подписывается в единственном экземпляре на русском, английском, испанском и французском языках; все четыре текста имеют одинаковую силу.

(2) После консультации с заинтересованными правительствами Генеральным Директором Организации Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры и Генеральным Директором Всемирной организации интеллектуальной собственности будут выработаны официальные тексты на арабском, голландском, итальянском, немецком и португальском языках.

(3) Генеральный Секретарь Организации Объединенных Наций сообщает государствам, указанным в пункте (1) Статьи 9, а также Генеральному Директору Организации Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры, Генеральному Директору Всемирной организации интеллектуальной собственности, Генеральному Директору Международной организации труда и Генеральному Секретарю Международного союза электросвязи:

- i) о подписаниях настоящей Конвенции;
- ii) о депонировании ратификационных грамот, актов о принятии или о присоединении;

iii) о дате вступления в силу настоящей Конвенции в соответствии с пунктом (I) Статьи 10;

iv) о депонировании любых нотификаций, указанных в пункте (2) Статьи 2 или в пунктах (2) и (3) Статьи 8, вместе с их текстами;

v) о получении нотификаций о денонсации.

(4) Генеральный Секретарь Организации Объединенных Наций направит по две заверенные копии настоящей Конвенции всем государствам, указанным в пункте(I) Статьи 9.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО нижеподписавшиеся, должным образом уполномоченные, подписали настоящую Конвенцию.

СОВЕРШЕНО в Брюсселе двадцать первого мая 1974 года.